



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX : objectifs du Millénaire

- Les pratiques et les instruments de développement local en Afrique de l'Ouest et leur lien avec les objectifs du Millénaire pour le développement
- Renforcement du partenariat mondial pour le développement en temps de crise
- Enfants, sida et objectifs du Millénaire pour le développement. Quels modèles et capacités d'action ?

GÉOGRAPHIES : Côte d'Ivoire

- Autopsie de la gestion foncière en Côte d'Ivoire
- Côte d'Ivoire : sécuriser le processus électoral
- L'efficacité technique des riziculteurs ivoiriens : la vulgarisation en question

DÉBATS SUR L'AIDE

- Pratique juridique des financements structurés en Afrique
- Pour en finir avec la critique de l'aide au développement : esquisses des courants actuels
- L'aide au développement une fois de plus sous le feu de la critique

A NE PAS MANQUER

- *Banking on the Future: The Fall and Rise of Central Banking*
- *The making of Good Supervision: Learning to Say "No"*
- Croissance, intermédiation et indétermination

Agendas

Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement, ONU, New York, États-Unis

Du 20 au 22 septembre 2010

A cinq ans de l'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, invite les dirigeants du monde entier à se réunir en Sommet à New York du 20 au 22 septembre. En se référant aux objectifs adoptés en 2000, l'éradication de la pauvreté, de la faim, de la maladie et des mortalités infantiles et maternelles, Mr Ban Ki-moon a rappelé, dans son rapport de préparation du Sommet, que le « monde possède les connaissances et les ressources nécessaires à la réalisation des OMD » et qu'il s'agit, aujourd'hui, de « relever le défi pour convenir d'un plan d'action qui permettrait de les atteindre ».

- ▶ **12-16 septembre 2010** : Congrès mondial de l'énergie, Conseil mondial de l'énergie, Montréal, Canada
- ▶ **13-15 septembre 2010** : Conférence générale IMHE 2010 « L'enseignement supérieur dans un monde en profonde mutation. Faire plus avec moins », UNESCO, Paris, France
- ▶ **14-15 septembre 2010** : Conseil du commerce et du développement, CNUCED Genève, Suisse
- ▶ **14-15 septembre 2010** : Partenariat Afrique/UE pour l'énergie, Union africaine, Union européenne, Vienne, Autriche
- ▶ **15-17 septembre 2010** : Forum public de l'OMC, OMC, Genève, Suisse
- ▶ **16-17 septembre 2010** : Séminaire international sur la « liberté d'information - le droit de savoir », UNESCO, Montevideo, Uruguay
- ▶ **23-28 septembre 2010** : 23^{ème} Congrès mondial de l'Union internationale des instituts forestiers, Séoul, République de Corée
- ▶ **27 septembre - 1^{er} octobre 2010** : 30^{ème} Conférence régionale sur l'Asie et le Pacifique, FAO, Gyongju, République de Corée
- ▶ **28-30 septembre 2010** : Conférence sur le développement des compétences dans l'Asie, OCDE/ADBI, Tokyo, Japon
- ▶ **09-11 octobre 2010** : Réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Washington, États-Unis

Défis mondiaux

Objectifs du Millénaire

L'ouvrage

Les pratiques et les instruments de développement local en Afrique de l'Ouest et leur lien avec les objectifs du millénaire pour le développement : synthèse des études de capitalisation des projets Fenu (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal)
FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES, ONU, 2009, 136 p.

Cote V2.040

Il y a dix ans le FENU s'engageait, avec différents partenaires financiers, dans une collaboration étroite avec plusieurs pays, en particulier en Afrique de l'Ouest, en vue d'appuyer la mise en oeuvre de leurs politiques de décentralisation. Fort des expériences qu'il a mené avec les gouvernements du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal ainsi qu'avec les populations des collectivités locales, il peut aujourd'hui jeter un regard critique sur ses interventions. Cette synthèse a été élaborée à partir des études de capitalisation réalisées dans les six pays, pour tenter de comprendre l'environnement dans lequel s'inscrit la mise en oeuvre de ces projets de décentralisation. L'analyse porte sur les démarches, les méthodologies et les instruments utilisés pour y appuyer le développement local. Les différentes études ont tenté de mieux comprendre le rôle des OMD dans le développement local et de saisir les dynamiques liées aux divers types de partenariats : central, local, financier, opérationnel.

Le rapport web

Renforcement du partenariat mondial pour le développement en temps de crise : rapport du groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, 2009

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2009, 100 p.
http://www.un.org/esa/policy/mdggap/mdg8report_frw.pdf

Ce rapport reconnaît que des progrès ont été accomplis en vue de concrétiser les promesses entérinées par le huitième objectif du Millénaire pour le développement. Il identifie cependant des revers importants dont la plupart résultent de l'état actuel de l'économie mondiale.

Certains pays donateurs réduisent leurs budgets d'aide publique au développement. Plusieurs pays ont recouru à des mesures protectionnistes. La résurgence du surendettement appelle à de nouvelles mesures d'allègement de la dette qui toucheraient également une base plus large. Les coûts des médicaments essentiels sont en hausse et l'écart technologique entre les pays développés et en développement risque de se creuser davantage. Ces effets accentuent les conséquences dévastatrices de la récession mondiale au sein même des pays en développement. Non seulement la réalisation des objectifs du Millénaire progresse moins rapidement, mais, dans de nombreux domaines, même les avancées chèrement acquises ces dernières années sont menacées. La crise exige un renforcement des partenariats mondiaux pour le développement, comme le reflète le huitième objectif.

L'article

Enfants, sida et objectifs du Millénaire pour le développement. Quels modèles et capacités d'action ?

KOJOUÉ KAMGA, L., UNIVERSITE DE TLEMCCEN, *Revue Économie et management*, n° 10, avril 2010, 10 p.
<http://www.univ-tlemcen.dz/~fseg/rev%2010%20en%20pdf-/KOJOUÉ%20KAMGA%20Larissa.pdf>

Avec un taux de prévalence de 7,5 % chez les adultes, l'Afrique devrait en 2010, compter 50 millions d'orphelins dont plus de 36 % à cause du sida (18,4 millions d'enfants). Le phénomène des orphelins et enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA (OEV2) constitue une véritable crise sociale. La perte des parents retentit sur le bien-être psychosocial et médical des enfants en réduisant leur accès aux services sociaux de base, notamment l'accès aux soins, à l'éducation, à l'épanouissement. Ils sont par ailleurs des proies faciles et choisies pour toutes formes de maltraitance et d'exploitation. Une meilleure compréhension de l'impact du sida sur les enfants est indispensable pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement car la situation actuelle des orphelins du sida a une incidence directe sur cinq des huit objectifs.

Géographies

Côte d'Ivoire

L'ouvrage

Autopsie de la gestion foncière en Côte d'Ivoire

KANATE, A., MENAIBUC, 2010, 281 p.

Cote U2 181

Pour faire face aux énormes besoins de la Côte d'Ivoire en matière de logements, d'équipements collectifs et d'infrastructures, les collectivités publiques et territoriales ont engagé des politiques de réformes foncières massives. Cependant, les évolutions actuelles des agglomérations, la persistance des besoins de constructions, l'étalement urbain mal maîtrisé et le processus rapide de valorisation des territoires conduisent à une nouvelle prise de conscience de la nécessité de mettre en œuvre des politiques foncières adaptées. En Côte d'Ivoire, les litiges en matière foncière et immobilière sont multiples.

Cet ouvrage permet de comprendre les questions foncières urbaines et rurales, les questions d'aménagement et d'acquisitions des certificats de propriétés (zones urbaines) et des certificats fonciers (zones rurales). Il est destiné aussi bien aux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme qu'aux particuliers à savoir les lotisseurs, constructeurs, géomètres, notaires, responsables des collectivités territoriales, services instructeurs, propriétaires fonciers publics ou privés, etc...

Le rapport web

Côte d'Ivoire : sécuriser le processus électoral

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2010, 37 p.

<http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-de-louest/cote-divoire.aspx>

La Côte d'Ivoire est encore loin d'une élection présidentielle déjà reportée à six reprises. Deux mois après la dissolution par le président Gbagbo de la Commission électorale indépendante (CEI) et du gouvernement, la préparation de cette élection est en panne et le processus qui doit y conduire est déjà porteur

de risques de violences. La présence sur le terrain de groupes armés et de milices, combinée à la résurgence dans le débat politique du concept d'ivoirité et à une situation économique difficile, constitue un environnement explosif qui menace la stabilité de ce pays clef de l'Afrique de l'Ouest. Si les responsables politiques ne se décident pas immédiatement à accélérer le rythme du processus électoral et à abandonner les discours incendiaires, si l'ONU et les autres partenaires étrangers de la Côte d'Ivoire ne mettent pas rapidement en place les mécanismes politiques et sécuritaires à même de prévenir la violence, le processus de paix ivoirien sera compromis avec des conséquences graves pour la Côte d'Ivoire et ses voisins.

L'article

L'efficacité technique des riziculteurs ivoiriens : la vulgarisation en question

NUAMA, E., ÉCONOMIE RURALE, 2010, 18p.

L'objectif de cet article est d'identifier les sources d'accroissement de la production de riz en Côte d'Ivoire. Un échantillon des producteurs de riz a été tiré de façon aléatoire et sa taille est de 143 ménages producteurs de riz. L'analyse montre que les principaux déterminants de l'accroissement de la production des riziculteurs de notre échantillon sont l'appartenance à un groupement d'entraide, l'accès au crédit, l'accès à la terre par location ou la possession d'une exploitation de culture de rente. En revanche, la vulgarisation telle que pratiquée actuellement par le service d'encadrement du monde rural n'est pas un déterminant efficace de l'accroissement de la production de riz.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Pratique juridique des financements structurés en Afrique

TONYE, T., L'HARMATTAN, 2010, 304 p.

Cote R3.227

Ni l'aide au développement, ni l'investissement direct étranger et encore moins l'indigence des ressources budgétaires n'ont réussi à créer dans le continent les conditions d'accès des populations aux services de base. Clair et unanime est donc le constat de la nécessité d'une conjugaison de l'initiative privée et de la bonne gouvernance pour répondre au besoin d'infrastructures nécessaires à un service public de qualité et à l'impératif de développement des entreprises. Le propos de l'ouvrage est de présenter l'ingénierie juridique et financière déjà expérimentée ailleurs comme un outil au service de l'essor de l'Afrique, à travers les modèles que sont le partenariat public-privé, le capital-investissement ou la titrisation. L'auteur traite de ces mécanismes en insistant sur le rôle des organismes tels que la Banque Mondiale ou la Banque Africaine de Développement qui interviennent dans toutes les économies du continent. L'objectif est de susciter l'éclosion d'un cadre juridique qui séduise les investisseurs privés et régule le système institutionnel africain.

Le rapport web

Pour en finir avec la critique de l'aide au développement : esquisses des courants actuels

LISCIA, G., NOTES DE L'IFRI, 2010, 25 p.

<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6166>

La critique du système d'aide a toujours accompagné l'histoire du développement des pays pauvres. L'objectif de cet article n'est pas de retracer l'histoire de cette critique du développement mais de faire le point sur ses formes et sur ses prolongements les plus actuels. La dénonciation des logiques et des effets du système d'aide n'a en effet cessé de s'amplifier. Elle s'est aujourd'hui divisée en plusieurs courants et rencontre une audience plus large dans un contexte général de

vives interrogations sur l'efficacité de l'aide. L'auteur propose une lecture ordonnée de cette critique qui devient confuse tant elle est aujourd'hui fragmentée. Elle se déploie dans des directions très variées, s'attachant à dénoncer les paradigmes qui orientent les théories du développement, ses résultats, mais aussi ses acteurs, leurs méthodes et leurs outils d'intervention.

L'article

L'aide au développement une fois de plus sous le feu de la critique

CARBONNIER, G., REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT, 2010, 6 p.

L'aide publique au développement (APD) est souvent perçue comme peu efficace et rime pour certains avec gaspillage de l'argent du contribuable. Plusieurs auteurs ont récemment publié des ouvrages soulignant que l'aide peut avoir des effets néfastes et agir comme un frein au développement des pays destinataires (Monga 2009, Moyo 2009, Nwokeabia 2009 et Tandon 2008). Le renouvellement de cette critique radicale interpelle d'autant plus qu'elle émane cette fois-ci d'intellectuels africains. Les termes du débat n'ont que peu changé depuis un demi-siècle et, malgré les critiques, l'aide au développement demeure un instrument privilégié « par défaut ». Cet article brosse un bref tableau des principales critiques émises à l'encontre de l'APD par des auteurs se réclamant de courants souvent antagonistes. L'analyse porte ensuite sur les motivations qui incitent les pays riches à fournir une aide aux pays en développement. La conclusion propose de dépasser les oppositions idéologiques en étudiant les tensions inhérentes au système d'aide sous l'angle de la *political economy*.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Banking on the Future: The Fall and Rise of Central Banking

DAVIES, H. / GREEN, D., PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 2010, 320 p.

Cote F3.045

La crise financière 2008 a mis en lumière l'incapacité des banques centrales de la planète à compenser les déséquilibres financiers qui ont conduit à la crise. Ces dernières n'avaient pas les outils pour y répondre efficacement. Quelles leçons les banques centrales doivent-elles tirer de cette expérience, et comment, dans un système financier mondial, la coopération doit-elle être améliorée ?

Banking on the future jette un regard aiguisé sur l'évolution du rôle des banques centrales et pourquoi celles-ci sont essentielles au fonctionnement de l'économie de marché. Le livre se demande, à la lumière des récentes ruptures économiques, si le modèle de banque centrale a besoin d'une réforme radicale.

Howard Davies et David Green énoncent une série de recommandations : une refonte de la politique monétaire, de meilleures mesures pour la stabilité financière, l'instauration de liens plus étroits avec les organismes de réglementation et une meilleure coopération internationale.

Le rapport web

The making of Good Supervision: Learning to Say "No"

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL, 2010, 22 p.
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2010/spn1008.pdf>

La notion de qualité de la surveillance du secteur financier s'est révélée comme la clé du problème de la crise financière. Tandis que la plupart des pays opéraient sous les mêmes normes réglementaires, des différences apparaissaient dans les approches de la

surveillance.

Comment peut-on améliorer cette surveillance ? Basé sur un examen des leçons de la crise et sur les conclusions de ces évaluations de la conformité des pays aux normes financières, ce document identifie les éléments clés d'une bonne surveillance : une supervision plus intrusive, plus étendue et sachant tirer les conclusions de ses analyses.

L'article

Croissance, intermédiation et indétermination

EGGOH, J.-C. / VILLIEU, P., ECONOMIES ET SOCIETES, 2010, 795-828 p.

http://sceco.univ-poitiers.fr/recherpubli/SD-20100422_villieu.pdf

Cet article prend en compte l'intermédiation financière dans un modèle simple de croissance endogène. Les résultats obtenus suggèrent qu'il peut exister plusieurs équilibres de croissance endogène en relation avec différents niveaux de développement financier, compte tenu de l'externalité réciproque entre les secteurs réel et financier. Ces résultats théoriques s'accordent avec l'abondante littérature empirique sur la relation entre le développement financier et la croissance, qui montre une corrélation aussi bien positive que négative entre les deux variables.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Vente des terres agricoles
- GÉOGRAPHIE: Liban

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Dov ZERAH

Responsable de la rédaction : Philippe CABIN

Coordination : Hadj LAKHAL

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

Graphisme : Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43